

**AFPP – CINQUIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE
SUR LES MÉTHODES ALTERNATIVES DE PROTECTION DES PLANTES
LILLE – 11 AU 13 MARS 2015**

**CONDITIONS D'ADHESION AUX NOUVELLES PRATIQUES AGRICOLES
DU POINT DE VUE DES AGRICULTEURS**

C. ASSEGOND*, F. SITNIKOFF**, N. MICHAU**, S. MOREAU***,
M. ZIMMERMANN***, I. ARNAULT****

* ETICS, Université François Rabelais, 3 rue des Tanneurs 37041 Tours, christele.assegond@univ-tours.fr

** UMR CNRS 7324 CITERES, Université François Rabelais, 3 rue des Tanneurs 37041 Tours, nadine.michau@univ-tours.fr, francoise.sitnikoff@univ-tours.fr

***UMR-CNRS 6035 IRBI, Université François Rabelais, Parc de Grandmont 37200 Tours, sebastien.moreau@univ-tours.fr, marie.zimmermann@univ-tours.fr

****Innophyt, Université François Rabelais, Parc de Grandmont 37200 Tours, ingrid.arnault@univ-tours.fr

RESUME

Le secteur de l'agriculture se trouve aujourd'hui dans un contexte de forte injonction au changement, notamment des pratiques culturales: réduction et interdiction des intrants chimiques, développement de méthodes alternatives, marché de l'agriculture biologique en croissance, attentes sociales en matière de sécurité alimentaire... Pour répondre à ces enjeux, les filières agricoles doivent engager des changements profonds qui impactent les techniques, les compétences professionnelles et les systèmes de valeurs. La communication portera sur cette étape spécifique où l'agriculture doit passer de pratiques culturales éprouvées à des solutions innovantes plus diverses, plus complexes et surtout globalement plus incertaines. Sont interrogées la perception et les conditions d'acceptabilité des transformations professionnelles des agriculteurs. Nous nous appuierons sur un projet de recherche financé par la Région Centre et coordonné par le laboratoire CITERES de l'Université de Tours. Nous présenterons quatre profils, repérés chez les exploitants agricoles enquêtés, correspondant à des manières de se situer face aux injonctions au changement.

Mots-clés : innovation, sociologie, profession, compétences, institution.

ABSTRACT

The aim of this study is to identify and analyze the social and technical dynamics that come with recent changes in agricultural practices like Integrated Pest Management in five production sectors present in Region Centre (France) : viticulture, horticulture, arboriculture, oleaginous and proteaginous productions, organic farming.

These changes induce drastic evolutions in professional expertise and social values for the practitioners that involve various attitudes towards these evolutions.

The methodology is rather original as it is based mainly on field survey researches implicating interviews and ethnographic observations using video records.

Keywords: innovation, sociology, skill, trade, institution.

INTRODUCTION

La communication s'appuie sur une recherche portant sur les conditions d'acceptabilité du changement de pratiques culturelles par les agriculteurs, dans le cadre de la mise en œuvre des politiques environnementales. Il s'agit d'une recherche financée par la Région Centre (acronyme SOPHY) qui mobilise les Sciences humaines, les Sciences du vivant et les Sciences informatiques, ainsi que l'expertise des Chambres d'Agriculture, de structures interprofessionnelles et de coopératives. Elle propose de repérer et d'analyser les dynamiques techniques et sociales, favorables ou non au changement dans les cultures professionnelles de cinq filières agricoles présentes en Région Centre : grandes cultures, viticulture, arboriculture, horticulture et maraîchage.

À travers leurs pratiques professionnelles, elles-mêmes orientées par les politiques publiques, les agriculteurs sont au cœur des dynamiques environnementales. Le secteur de l'agriculture se trouve aujourd'hui dans un contexte de forte injonction au changement, en particulier en ce qui concerne les pratiques culturelles : réduction et interdiction des intrants chimiques, gestion des énergies, marché de l'agriculture biologique en forte croissance, attentes sociales en matière de sécurité alimentaire... Pour répondre à ces enjeux, les filières agricoles doivent engager des changements profonds qui touchent non seulement les techniques mais également les compétences professionnelles et les systèmes de valeurs. Nous sommes donc face à des mécanismes complexes de décision individuelle et collective qu'il convient d'analyser le plus finement possible. Ce contexte politique, économique et social, au sein duquel les agriculteurs sont soumis à des incitations à adopter des pratiques alternatives, se traduit par des mouvements d'adhésion, de résistance et de contestation. Aussi, la profession apparaît-elle aujourd'hui comme divisée, en quête de nouveaux modèles. La crise du modèle sociotechnique dominant induit la multiplication des espaces d'expérimentation et d'innovation techniques.

METHODE

Partant de l'analyse des pratiques professionnelles des agriculteurs, nous nous intéresserons plus particulièrement ici aux formes de recomposition du secteur, liées aux injonctions politiques et institutionnelles à adopter de nouvelles pratiques culturelles.

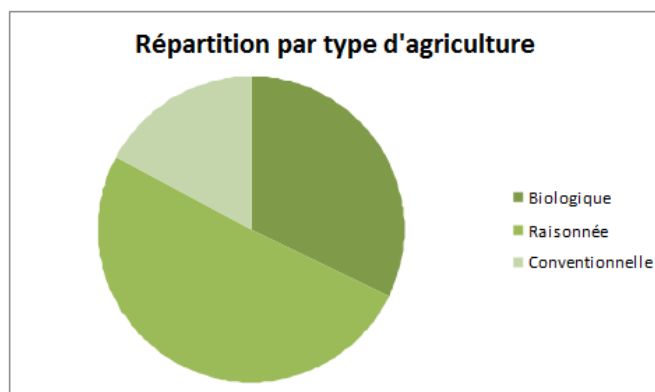
Nous nous appuyons sur des observations ethnographiques et la réalisation d'entretiens sociologiques approfondis, qui consiste à recueillir des récits de pratiques et de trajectoires auprès d'une centaine d'agriculteurs. Les thématiques abordées sont : la situation actuelle de l'exploitation, l'histoire de l'exploitation et les grandes évolutions, l'histoire de l'agriculteur, les pratiques culturelles, les connaissances du milieu / biodiversité, les réseaux de dialogues et les sources d'information, la situation économique, la vision de l'avenir. L'analyse de ces matériaux, réalisée à l'aide du logiciel Sonal, permet non seulement de reconstruire les trajectoires techniques des agriculteurs, mais aussi d'inscrire ces dernières dans une trajectoire plus globale et dans un contexte technique, social et familial.

L'approche sociologique, en apportant des connaissances sur le rôle des pratiques et des cultures professionnelles dans la mise en œuvre des politiques publiques, met en évidence différentes logiques d'action par lesquelles les agriculteurs répondent aux injonctions en matière environnementale. Ce qui permet de mieux saisir la diversité des comportements allant de ceux qui subissent le changement parce qu'il est perçu comme imposé de l'extérieur, à ceux qui se montrent acteurs, certains en se conformant aux attentes institutionnelles, d'autres en s'en affranchissant ou en les devançant. La sociologie donne à voir différentes rationalités qui sont en jeu dans l'acceptation ou non du changement de pratiques culturelles.

L'approche pluridisciplinaire permet, en associant des compétences et en croisant des regards complémentaires, de renouveler des problématiques et des questionnements sur les pratiques agricoles et les changements induits par le contexte actuel.

Dans le recrutement des enquêtés, nous avons mis l'accent sur la diversité des situations et nous avons veillé à ce que les agriculteurs investis, voire très investis dans les organisations professionnelles ne soient pas surreprésentés.

Répartition des interviewés selon les variables pratiques et/ou label et taille d'exploitation



Un contexte de transformations du modèle agricole

Aujourd'hui, le modèle productiviste antérieur se trouve contesté, tant par les institutions qui ont contribué à en asseoir la légitimité¹ que par les agriculteurs eux-mêmes. Les institutions tentent désormais de promouvoir un nouveau modèle « d'agriculture durable », dont la définition reste floue, mais dans lequel la vision technocratique de production / diffusion des savoirs reste dominante. Dans ce contexte de tensions, on assiste à une diversification des pratiques culturelles qui s'inscrivent dans trois modèles, conventionnel ou raisonné/biologique/alternatif, dont la légitimité est au cœur des enjeux de reconnaissance sociale et institutionnelle des agriculteurs. Actuellement, les pouvoirs publics privilégient l'agriculture biologique comme principal modèle alternatif à la culture conventionnelle, permettant de maintenir le caractère intensif de la production. Ce choix tend à occulter d'autres pratiques pourtant expérimentées et mises en œuvre par de nombreux agriculteurs comme l'a déjà montré depuis longtemps Jean-Pierre Darré² (Darré, 1996). Ainsi, la relative unité du groupe professionnel, fondée sur l'ordre négocié dans l'après la Seconde guerre, laisse place à l'émergence de sous-groupes qui tentent de se réapproprier le métier. Dans tous les cas, la question des savoirs et des compétences est au cœur des tensions qui traversent le groupe professionnel. L'institution, toujours très présente dans la production et la diffusion de connaissances et dans la définition des compétences agricoles *via* les dispositifs de formation professionnelle, est aujourd'hui concurrencée, et d'une certaine manière contestée, par divers organismes (coopératives, fournisseurs, associations plus ou moins formalisées autour de pratiques culturelles spécifiques...). Cette diversification des références disponibles et la capacité des agriculteurs à composer avec elles, favorisent le passage d'un monde agricole relativement homogène à des mondes agricoles.³

Dans un contexte de « collaborations » fortes et multiples entre agriculteurs et pouvoirs publics, le sentiment de disposer de marges de manœuvre restreintes est partagé par l'ensemble des agriculteurs que nous avons rencontrés. Ils évoquent généralement la multiplication et « l'empilement » des contraintes réglementaires, le poids des procédures technocratiques, l'éloignement et la centralisation des pôles de décision. Pour autant, les agriculteurs sont, dans leur très large majorité, dans une dynamique de changement, qui peut être attribuée aux contraintes institutionnelles et politiques, mais aussi à une volonté de se réapproprier des marges de manœuvre. La réception des innovations doit être appréhendée à travers le prisme de cette revendication.

Au niveau des exploitations, les enjeux multiples liés à l'innovation

La démarche de changement ne nécessite pas seulement des aménagements mineurs, à la marge, mais implique de repenser l'activité professionnelle, son rythme, les savoirs et savoir-faire mobilisés. Cela représente souvent une véritable rupture qu'il faut négocier. Il s'agit, en effet, pour l'agriculteur :

- de nouer de nouveaux rapports avec son milieu et d'en expérimenter l'efficacité du point de vue des objectifs de production ;
- de donner du sens à des aménagements et des pratiques proposés par des tiers (par le biais d'incitations et/ou de réglementations) ;
- de produire des connaissances « contextualisées » en relation avec un modèle scientifique universel, ce qui implique un effort de traduction ;
- et enfin, d'élaborer des pratiques adaptées et pérennes.

¹ Compagnone C. et S. Petit, 2014, « Séparer et intégrer. Les temps du conseil des agents des Chambres d'agriculture », *Revue d'anthropologie des connaissances*, Vol. 8, n°1, p. 23-45.

² Darré J.-P., 1996, *L'invention des pratiques dans l'agriculture. Vulgarisation et production locale de connaissances*, Paris, Karthala.

³ Hervieu B. & F. Purseigle, 2013, *Sociologie des mondes agricoles*, Paris, Armand Colin

Il s'agit donc d'un processus complexe, potentiellement long dont il ne faut pas sous-estimer la difficulté. Car il s'agit bien d'intégrer des changements, parfois ténus, parfois plus de l'ordre de la rupture, qui doivent se négocier dans la durée. Même convaincus, les agriculteurs restent très vigilants quant aux options techniques retenues et aux contraintes qu'elles induisent du point de vue de leur activité : pour des raisons économiques évidentes, mais également parce que cela engage l'exploitation, souvent sur plusieurs années.

Il ne s'agit pas seulement, comme il est généralement admis, de la peur du changement. Les agriculteurs sont dans des logiques d'adaptation quasi-permanente, de même que la notion de risque calculé est une composante de la culture professionnelle des agriculteurs soumis à de multiples aléas. Les discours recueillis auprès des agriculteurs renvoient plus certainement à la peur de s'exposer d'un point de vue économique et technique mais aussi social. Lorsque, de leur point de vue, l'intérêt agronomique et économique reste à démontrer, les agriculteurs demeurent prudents d'autant qu'ils ont le sentiment que s'ils s'engagent sur cette voie, il ne leur sera pas possible d'abandonner même ponctuellement, les nouvelles pratiques. La peur du caractère irréversible de certaines actions est réelle.

S'il peut sembler que le passage vers des pratiques alternatives s'opère brutalement, il est en principe le résultat d'une réflexion longuement mûrie. Il faut plusieurs années pour opérer, souvent silencieusement, ces changements. Les agriculteurs observent, se renseignent, s'inscrivent dans des réseaux, expérimentent pendant trois, quatre, cinq ans, voire beaucoup plus avant de se lancer. Ainsi il est difficile aujourd'hui d'évaluer le niveau de maturité collective sur la question des alternatives.

Des profils professionnels contrastés

Partant des discours et des observations réalisées auprès d'agriculteurs des cinq filières, nous avons mis en évidence des profils construits à partir du rapport à l'innovation, considéré du point de vue des ressources mobilisées et mobilisables, du rapport aux institutions et de l'inscription dans les réseaux sociaux et professionnels.

Des arbitrages subtils entre toutes ces dimensions conduisent à des grandes tendances de comportement. Nous en avons repéré quatre (les agriculteurs *exécutants*, les *coopératifs*, les *stratèges*, les *émancipés*) qui permettent de mieux saisir les potentialités de changement de pratiques.

Les agriculteurs « exécutants », entretiennent des rapports avec les institutions qui sont pensés sur le mode de la dépendance, souvent de la frustration. Qu'il s'agisse de la production des savoirs ou de la gestion de leur activité, ils s'inscrivent dans des modes de communication descendante du politique vers les agriculteurs *via* les conseillers. L'irruption de nouveaux savoirs est vécue comme un facteur potentiel de déstabilisation, une difficulté à anticiper les changements toujours « imprévisibles ». Certains le subissent (les « exécutants malgré eux »), d'autres s'en satisfont (les « exécutants volontaires »).

Le profil « coopératif », regroupe des agriculteurs qui s'inscrivent dans une logique d'expérimentation sans pour autant se situer dans une revendication de production de savoirs autonomes. Ils tentent de s'affranchir du « système » en maîtrisant au mieux les circuits de commercialisation (circuits courts par exemple), qui permettent d'échapper à certaines formes d'encadrement institutionnel. Pour autant, ils s'inscrivent dans des réseaux ruraux, souvent locaux, à travers lesquels ils tentent de donner du sens aux injonctions, condition pour leur appropriation. Ils s'inscrivent dans des réseaux qui leur permettent d'accéder à l'autonomie en matière d'acquisition et de production de savoirs et de compétences.

Les agriculteurs « stratégiques » reprennent à leur compte les injonctions environnementales et les transforment en opportunités. S'inscrivant dans une logique d'appropriation positive des discours environnementalistes, ils anticipent les changements et participent à la production de savoirs, notamment dans le cadre de coopérations avec les organismes scientifiques et techniques. Fortement intégrés et reconnus dans les réseaux institutionnels qu'ils instrumentalisent, ils adhèrent à un « nouveau modèle » pour mieux le maîtriser.

Les agriculteurs « émancipés » tendent à s'extraire du maillage institutionnel tout en adhérant fortement, pour la plupart, à l'idée de changement. Ils contestent le système agro-économique qui les maintient dans une dépendance technico-économique et prennent leurs distances vis-à-vis des institutions. Ils s'inscrivent dans une démarche de réappropriation de leur métier, tant du point de vue des savoirs que des conditions d'exercice de l'activité et ce, dans une perspective d'hyper maîtrise de leur activité. Ils mobilisent des ressources qui sont périphériques au monde agricole : les réseaux personnels, familiaux et amicaux, occupent une place importante tant dans la définition du métier que dans l'activité au quotidien ; la mise en œuvre d'innovations est le fruit d'échanges formels et informels avec d'autres filières, voire d'autres secteurs d'activité

Ces profils sont issus de l'analyse transversale du corpus d'entretiens. Cependant des nuances apparaissent en fonction notamment de la filière, de la taille d'exploitation et des conditions d'accès au foncier. En effet, l'autonomie dépend des conditions d'exercice de l'activité (possibilité et degré de maîtrise des débouchés commerciaux, importance des investissements matériels) et des conditions d'accès au métier (transmission familiale ou non). L'âge ne semble pas être un facteur déterminant dans le rapport au changement.

CONCLUSION

Les agriculteurs rencontrés ne s'opposent pas, par principe, à la mise en œuvre de pratiques alternatives. S'ils contestent le bien-fondé de certaines injonctions au changement, ils ont tous adapté leurs pratiques culturelles, que ce soit par adhésion, par le biais d'incitations ou sous la pression directe ou indirecte de réglementations. Mais la perception de l'innovation est dépendante de l'évaluation du rapport entre investissement nécessaire (en temps, en matériel, en argent), risques encourus (économiques, techniques, agronomiques, sociaux) et bénéfices escomptés sur une échelle de temps plus ou moins importante (à court, moyen et long termes). C'est alors le niveau d'autonomie perçu ou réel (ou sa quête/reconquête) qui semble constituer le facteur le plus favorable au changement. *A contrario*, les contraintes économiques (le niveau d'endettement par exemple), la pression sociale (rapport au voisinage ou encore à ses propres parents) peuvent faire obstacle à l'engagement alors même que la réflexion est par ailleurs très présente. Le positionnement se construit également autour de la perception des ressources disponibles et de la capacité à maîtriser les enjeux du changement.

Ce sont bien les conditions sociales, techniques et économiques, de mise en œuvre des innovations techniques et culturelles et de l'innovation qui sont interrogées. Construits comme de simples cibles des politiques publiques et non comme contributeurs légitimes, les agriculteurs ont tendance soit à en minorer l'intérêt, soit à voir les savoirs associés comme une opportunité de reconquête d'une autonomie professionnelle perdue. Les leviers de changements sont multiples et la plupart du temps combinés. Chaque facteur en lui-même, pris de manière autonome peut-être un frein ou alors un levier en fonction de la manière dont il se construit et prend sens dans les pratiques au quotidien.